

"Un appel à la prudence sur la question syrienne"

Lettre ouverte de Vladimir Poutine aux Américains

Tribune publiée dans le New York Times, le 11 septembre 2013,
par le Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine.



Les récents événements entourant la Syrie m'ont poussé à m'adresser directement au peuple américain et à ses dirigeants politiques. Il est important de le faire en ces temps de communication insuffisante entre nos sociétés.

Les relations entre nous sont passées par différentes étapes. Nous étions les uns contre les autres pendant la guerre froide. Mais nous avons aussi été des alliés, à une époque, et nous avons vaincu les nazis ensemble. L'organisation internationale universelle - l'Organisation des Nations Unies - a ensuite été mise en place pour empêcher qu'une telle dévastation ne se reproduise jamais.

Les fondateurs de l'Organisation des Nations Unies ont compris que les décisions concernant la guerre et la paix ne devaient se produire que par consensus, et avec le consentement de l'Amérique, le veto par les membres permanents du Conseil de sécurité a été inscrit dans la Charte des Nations Unies. La profonde sagesse de ce point a étayé la stabilité des relations internationales pendant des décennies.

Personne ne veut que l'Organisation des Nations Unies subisse le sort de la Société des Nations, qui s'est effondrée parce qu'il lui manquait un véritable levier. Cela serait possible si les pays influents contournent les Nations Unies et entreprennent une action militaire sans l'autorisation du Conseil de sécurité.

L'attaque potentielle des États-Unis contre la Syrie, malgré la forte opposition de nombreux pays et des principaux responsables politiques et religieux, y compris le pape, se traduira par davantage de victimes innocentes et une escalade, la propagation potentielle du conflit au-delà des frontières de la Syrie. Une attaque augmenterait la violence et déclencherait une nouvelle vague de terrorisme. Elle pourrait saper les efforts multilatéraux visant à résoudre le problème nucléaire iranien et le conflit israélo-palestinien et déstabiliser davantage le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Elle pourrait détruire l'équilibre de l'ensemble du système du droit et de l'ordre international.

Le Syrie n'est pas témoin d'une lutte pour la démocratie, mais d'un conflit armé entre le gouvernement et l'opposition, dans un pays multi-religieux. Il y a peu de champions de la démocratie en Syrie. Mais il y a plus qu'assez de combattants d'Al Quaida et d'extrémistes de tous bords qui luttent contre le gouvernement. Le Département d'Etat des États-Unis a désigné d'emblée le Front Al Nusra et l'Etat islamique d'Irak et le Levant, combattant avec l'opposition, comme des organisations terroristes. Ce conflit interne, alimentée par les armes étrangères fournies à l'opposition, est l'un des plus sanglants dans le monde.

Des mercenaires des pays arabes combattent là-bas, et des centaines de militants en provenance des pays occidentaux et même de Russie, sont l'objet de notre profonde inquiétude. Ne pourraient-ils pas retourner dans nos pays avec l'expérience acquise en Syrie ? Après tout, après les combats en Libye, les extrémistes sont passés au Mali. Ceci nous menace tous.

Dès le début, la Russie a prôné un dialogue pacifique permettant aux Syriens d'élaborer un plan de compromis pour leur propre avenir. Nous ne protégeons pas le gouvernement syrien, mais le droit international. Nous devons utiliser le Conseil de sécurité des Nations Unies et croyons que la préservation de l'ordre public dans le monde complexe et turbulent d'aujourd'hui est l'une des rares façons d'empêcher les relations internationales de sombrer dans le chaos.

La loi est toujours la loi, et nous devons la suivre que nous le voulions ou non. Selon le droit international actuel, la force n'est autorisée qu'en cas de légitime défense ou par la décision du Conseil de sécurité. Tout le reste est inacceptable en vertu de la Charte des Nations Unies et constituerait un acte d'agression.

Personne ne doute que le gaz toxique a été utilisé en Syrie. Mais il y a tout lieu de croire qu'il n'a pas été utilisé par l'armée syrienne, mais par les forces de l'opposition, afin de provoquer l'intervention de leurs puissants protecteurs étrangers, qui seraient du côté des fondamentalistes. Les rapports selon lesquels les militants (rebelles) prépareraient une nouvelle attaque - cette fois contre Israël - ne peuvent pas être ignorés.

Il est alarmant de constater que l'intervention militaire dans les conflits internes dans les pays étrangers est devenue monnaie courante aux États-Unis. Est-ce dans l'intérêt à long terme de l'Amérique ? J'en doute. Des millions de personnes dans le monde voient de plus en plus l'Amérique non pas comme un modèle de démocratie, mais comme s'appuyant uniquement sur la force brute, bricolant des coalitions réunies sous le slogan « vous êtes avec nous ou contre nous ».

Mais la force s'est révélée inefficace et inutile. L'Afghanistan est sous le choc, et personne ne peut dire ce qui se passera après que les forces internationales se seront retirées. La Libye est divisée en tribus et en clans. En Irak, la guerre civile se poursuit, avec des dizaines de morts chaque jour. Aux États-Unis, beaucoup de gens établissent une analogie entre l'Irak et la Syrie, et se demandent pourquoi leur gouvernement veut répéter les erreurs récentes.

Peu importe comment les frappes cibleront, ou les armes sophistiquées employées, les victimes civiles sont inévitables, y compris les personnes âgées et les enfants, que les frappes sont censées protéger.

Le monde réagit en demandant: si on ne peut pas compter sur le droit international, alors il faut trouver d'autres façons d'assurer sa sécurité. Ainsi, un nombre croissant de pays cherchent à acquérir des armes de destruction massive. Ce qui est logique : si vous avez la bombe, personne ne va vous toucher. Nous sommes partis de la nécessité de renforcer la non-prolifération, alors qu'en réalité cela s'érode.

Nous devons cesser d'utiliser le langage de la force et reprendre le chemin du règlement diplomatique et politique civilisé.

Une nouvelle possibilité d'éviter une action militaire a émergé dans les derniers jours. Les États-Unis, la Russie et tous les membres de la communauté internationale doivent tirer parti de la volonté du gouvernement syrien de mettre son arsenal chimique sous contrôle international pour destruction ultérieure. À en juger par les déclarations du président Obama, les États-Unis voient cela comme une alternative à l'action militaire.

Je me réjouis de l'intérêt du président à poursuivre le dialogue avec la Russie sur la Syrie. Nous devons travailler ensemble pour maintenir cet espoir vivant, comme convenu au Groupe des 8 réuni à Lough Erne en Irlande du Nord en Juin, et réorienter le débat vers les négociations.

Si nous pouvons éviter la force contre la Syrie, cela permettra d'améliorer l'atmosphère dans les affaires internationales et de renforcer la confiance mutuelle. Ce sera notre réussite commune et ouvrira la porte à la coopération sur d'autres questions cruciales.

Ma relation professionnelle et personnelle avec le président Obama est marquée par la confiance croissante. J'apprécie cela. J'ai étudié attentivement son discours à la nation mardi. Et je serais plutôt en désaccord avec ce qu'il a dit sur l'exceptionnalisme américain, affirmant que la politique des États-Unis est « ce qui rend l'Amérique différente. C'est ce qui nous rend exceptionnels ». Il est extrêmement dangereux d'encourager les gens à se considérer comme exceptionnels, quelle que soit la motivation. Il y a de grands pays et les petits pays, des riches et des pauvres, ceux qui ont de longues traditions démocratiques et ceux cherchent encore leur chemin vers la démocratie. Leurs politiques diffèrent, aussi. Nous sommes tous différents, mais quand nous demandons la bénédiction du Seigneur, nous ne devons pas oublier que Dieu nous a créés égaux.

Vladimir V. Poutine, président de la Fédération de Russie.

Traduction assurée par le site *Benoit&Moi* que nous remercions :

<http://benoit-et-moi.fr/2013-III/actualites/la-lettre-de-poutine-aux-americains.html>